



Recommandations du Groupe de Travail sur l'accès égal aux ressources (Alicante – Espagne, 14-15 mai 2010)

Les participants ont

Demandé à l'Union pour la Méditerranée de s'engager dans une stratégie régionale pour faire face aux changements climatiques. Cette stratégie devrait être décidée par une conférence ministérielle en 2011 et mise en œuvre immédiatement sur la base des conclusions du projet CIRCE et d'autres activités et programmes régionaux pertinents. Toute politique relative à l'environnement, surtout à l'énergie, l'eau et la biodiversité doit être cohérente avec cette stratégie. Un Réseau Méditerranéen d'Action au sujet des Changements Climatiques, animé par la société civile, devrait être créé au but d'encourager et faire le suivi de ce processus.

Affirmé la nécessité cruciale d'assurer d'ici 2020 à tous les peuples de la région Euro-Méditerranéenne le droit universel d'accès aux ressources, en particulier à l'approvisionnement durable en eau et énergie. À cet égard, ils:

Condamné les actuelles politiques discriminatoires israéliennes qui privent les Palestiniens de leurs droits à un accès égal à l'eau et à l'énergie et demandent à l'Union Européenne, le Quartet et l'ONU de créer des mécanismes appropriés pour faire respecter la mise en œuvre des résolutions et des accords internationaux pertinentes qui empêcheraient à Israël de confisquer terres, énergie, eau, et autres ressources et de violer les droits de l'homme et qui mettraient fin à son occupation illégale. Cela contribuerait à instaurer la stabilité politique et la paix qui sont à la base d'un véritable partenariat dans la région Euro-Med.

Appelé les gouvernements de la région à intégrer les préoccupations relatives à l'eau et l'énergie dans les politiques régionales et nationales et les plans dans tous les secteurs et à adopter et mettre en œuvre dès que possible la Stratégie pour l'Eau en Méditerranée.

Insisté sur la nécessité de politiques équitables en matière de genre pour assurer la sécurité en eau en connexion avec la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, tenant compte en particulier des besoins des pauvres et notamment des femmes dans les milieux ruraux. Dans ce contexte, des données désagrégées par sexe doivent être produites afin de mieux définir la situation et les besoins des femmes et de planifier des politiques et des budgets pour répondre efficacement aux questions relatives au genre.

Un réseau méditerranéen de femmes actives dans les questions relatives à l'environnement devrait être établi.

Insisté sur la nécessité de préserver les écosystèmes vitaux et la biodiversité, qui sont les fournisseurs de notre nourriture, médicaments et autres services essentiels ainsi que sur l'importance de recueillir et faire le suivi des informations sur la qualité de l'eau pour garantir une utilisation durable des ressources.

Appelé les autorités compétentes à promouvoir des activités de sensibilisation et éducation en tant que moyens pour assurer un accès égal aux ressources. L'Education au développement durable doit devenir une partie intégrante des programmes scolaires à tous les niveaux.

Recommandé de déployer des efforts supplémentaires dans tous les pays de la région pour réduire les pressions et les impacts sur les ressources naturelles causés par le tourisme, qui met en danger l'accès équitable à ces ressources.

Demandé que la conception et la mise en œuvre de politiques énergétiques régionales et nationales, y compris celles définies dans les plans d'action de la Politique Européenne de Voisinage, devrait inclure la pleine participation des Organisations de la Société Civile dans tous les étapes, et non pas être laissée entièrement aux gouvernements et à l'industrie comme c'est généralement le cas.

Demandé de réduire progressivement les distorsions du marché qui entravent l'introduction des énergies renouvelables à travers l'ajustement des politiques fiscales relatives aux taxes et aux subventions. Toutefois, l'accès des pauvres doit être assuré.

Demandé un soutien complet pour le Plan Solaire Méditerranéen (PSM) qui devrait contempler un équilibre entre petits et grands projets de production d'énergie, ainsi que mettre l'accent sur l'efficacité énergétique, exprimée en tant qu'un cible régional. Pour faciliter le financement des petits projets, ceux-ci pourraient être regroupés, le cas échéant. L'éducation et le renforcement des capacités dans la technologie et les disciplines pertinentes devraient être encouragés dans la même mesure pour les femmes et les hommes.

Demandé qu'un objectif de 20% dans l'approvisionnement de l'énergie primaire à partir d'énergies renouvelables d'ici 2020 serve de référence aux pays méditerranéens du Sud, et que soit rendu possible à travers le nécessaire soutien technologique et financier international. Le rôle potentiel des banques nationales de dépôt dans la facilitation des installations au niveau ménager, communautaire et commercial doit être exploré. Les universités de l'UpM et autres instituts devraient être encouragés à appuyer le PSM.

Demandé que les implications potentielles de la zone euro-méditerranéenne de libre-échange (EMFTA) proposée, telles que décrites dans l'Etude d'Impacte de Durabilité (SIA / EMFTA) soient pleinement prises en compte par les décideurs.

Demandé que le rôle de la société civile dans la formulation et la mise en œuvre des politiques régionales relatives aux changements climatiques et à l'environnement en général soit formalisé et garanti au plus haut niveau politique. Les principes de la transparence économique doivent être respectés.